

A l'Université autonome de la ville de Mexico, le retour du mouvement syndical

dimanche 16 juin 2019, par [ROMAN Richard](#), [VELASCO ARREGUI Edur](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2019).

La grève du personnel de l'Université autonome métropolitaine, qui a débuté le 1^{er} février, est la plus longue de l'histoire de l'université, ainsi que la grève la plus importante et la plus longue de la première période du gouvernement du Président progressiste Andrés Manuel López Obrador (AMLO).

Le Syndicat indépendant des travailleurs de l'Université autonome métropolitaine (SITUAM), est un syndicat universitaire organisé industriellement ; c'est-à-dire qu'il représente des érudits ainsi que des cols bleus et des cols blancs. L'Universidad Autónoma Metropolitana (UAM) est la troisième plus grande université fédérale au Mexique par la taille et la deuxième place dans les projets de recherche, juste derrière l'UNAM, l'Université nationale autonome du Mexique. Elle compte 60 000 étudiants et 8 000 employés répartis sur cinq campus (Azcapotzalco, Iztapalapa, Xochimilco, Cuajimalpa et Lerma) dans la région métropolitaine de Mexico. 75% (6000) de ses 8 000 travailleurs sont membres du syndicat.

Le syndicat a une tradition militante, beaucoup de ses professeurs ayant été influencés politiquement par leur participation au mouvement étudiant massif de 1968 et ont été embauchés par l'UAM nouvellement formée au cours de ses six premières années d'existence, 1974-1980. En outre, une grande partie des cols bleus sont des migrants internes d'Oaxaca, l'État le plus autochtone du Mexique, ainsi que d'autres régions autochtones du Mexique. Ils apportent de riches traditions culturelles au lieu de travail et au syndicat, qui incluent un fort sentiment de solidarité et de lutte collective.

Promesse de campagne non tenue, violations des contrats collectifs et baisse du salaire

La grève en cours, qui a débuté le 1^{er} février 2019, est la plus longue de l'histoire de l'université, ainsi que la grève la plus importante et la plus longue de la première période du gouvernement d'AMLO, qui a pris ses fonctions le 1^{er} décembre 2018. La grève du SITUAM a convergé avec les premières grandes mobilisations des enseignants dissidents dans cette nouvelle période. Les enseignants d'Oaxaca, de Michoacán et du Chiapas ont organisé des marches de protestation de grande ampleur à Mexico ainsi qu'entourées et perturbant les activités du Congrès national à au moins quatre reprises depuis le 20 novembre dernier.

Les enseignants protestent contre l'échec du nouveau gouvernement à tenir sa promesse électorale de révoquer complètement les réformes néolibérales en matière d'éducation adoptées entre 2013 et 2017. Ils réclament l'abrogation totale de ces réformes, réformes visant à instaurer un contrôle autoritaire, typique des entreprises privées, sur les écoles publiques. à travers le pays. Les évaluations inquisitoriales des enseignants au cours de cette période ont conduit à des centaines de licenciements injustifiés dans ce que l'on appelle le cycle de la réforme de l'éducation néolibérale.

Le nouveau gouvernement a promis d'étendre les droits des travailleurs dans le cadre d'une

stratégie de développement visant à attirer les investissements étrangers et à éviter l'hostilité du gouvernement des États-Unis et des entreprises américaines et mexicaines. La grève du SITUAM, ainsi que la mobilisation des enseignants et la vague de grève dans les maquilas de Matamoros au cours des trois premiers mois de 2019, font suite à une longue période de très peu de grèves, une période de fierté pour le gouvernement mexicain qui a présenté le Mexique pays favorable aux entreprises. Il n'y a pas eu de grève des travailleurs sous juridiction fédérale dans la période 2016-2018.

Le syndicat a réclamé une augmentation de salaire de 20% et une solution à diverses violations du contrat collectif. Les salaires réels des travailleurs ont chuté de 60% depuis la création de l'UAM en 1974 et, dans une tentative délibérée d'affaiblir le syndicat, l'Université a violé la convention collective, surtout dans le catégoriser de nombreux travailleurs nouvellement embauchés comme *empleados de confianza*, les excluant ainsi de l'appartenance à un syndicat et finissant par contourner la section de la convention collective réservée aux ateliers fermés. L'Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de Trabajadores del Estado- Institut de la sécurité sociale et des services pour les travailleurs de l'État) calcule que l'UAM a ainsi embauché 1 800 travailleurs en dehors du contrat collectif. Cette stratégie de gestion enfreint à la fois le contrat collectif et la loi fédérale sur le travail. Les salaires exagérés de ces 1 800 employés absorbent 31% du budget total de l'Université, soit près du double de celui des 4 500 cols bleus de l'UAM.

La grève du SITUAM est surveillée de près par les travailleurs et les syndicats de tout le pays, ce qui constitue un test de la capacité et de la possibilité du militantisme syndical de casser le contrôle et la chaîne des salaires des politiques néolibérales. Les récentes grèves de *Los Mineros* (le syndicat des mineurs et des métallurgistes) ainsi que ceux des travailleurs de la maquila à Matamoros constituent des précédents dans le secteur privé, les travailleurs ayant obtenu un règlement supérieur à l'inflation en 2018. Toutefois, la grève du SITUAM est particulièrement délicate grève des travailleurs sous juridiction fédérale du travail défiant la politique d'austérité « républicaine » du gouvernement d'AMLO, qui a défini un plafond salarial rigide de 3,5%. La grève du SITUAM conteste la politique tacite d'AMLO qui finance sa politique sociale au détriment des salaires et des conditions de travail des employés du secteur public plutôt que d'augmenter les impôts des puissants riches du Mexique dont la contribution au Trésor public est pratiquement nulle. L'imposition de gros capitaux romprait avec la tradition et minerait la stratégie de partenariat avec les grandes entreprises pour le développement.

Le contexte de la grève de SITUAM

Les travailleurs mexicains constituent le noyau du plus grand prolétariat industriel de toute l'Amérique latine. Ils sont encore plus nombreux que la main-d'œuvre industrielle brésilienne, main-d'œuvre réduite par la grave récession de ces dernières années. Il y avait 4,8 millions de travailleurs d'usine enregistrés auprès de l'IMSS (Instituto Mexicano de Seguro Social - Institut mexicain de sécurité sociale) à la fin de 2015. Le ENOE (Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo - Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi) estime que si ce chiffre l'économie industrielle clandestine, qui opère dans les petites maquilas et les industries du pays, mais est encore plus exploitée que les travailleurs du secteur formel enregistrés auprès de l'IMSS, le nombre de travailleurs dans l'industrie passerait à 8,3 millions.

Les différences de salaires entre le Mexique et les États-Unis entraînent également un processus de migration intense parmi les travailleurs de l'industrie. Aux États-Unis, les travailleurs latino-américains, pour la plupart d'origine mexicaine ou d'ascendance mexicaine, représentent près d'un travailleur industriel sur six aux États-Unis, soit 2 488 000 de tous les travailleurs industriels américains. Si nous ajoutons la main-d'œuvre industrielle mexicaine à la main-d'œuvre industrielle latino-américaine, nous pouvons estimer que la main-d'œuvre industrielle latino-américaine dans le

scénario de l'ALENA atteint 11 millions de personnes, sans compter le petit nombre de travailleurs latinos au Canada.

Étant donné que la réforme de la législation du travail du gouvernement AMLO a pour principal objectif de préserver la paix du travail et de contenir l'action syndicale dans le cadre de la politique modérée du nouveau gouvernement, la grève du SITUAM représente un défi délicat pour le gouvernement d'AMLO. La grève se poursuit alors que le Sénat se prépare à discuter de la législation du travail fédérale, qui fait l'objet de débats passionnés et d'une limitation limitée, la semaine prochaine. Le parti MORENO, qui détient la majorité au Sénat s'est montrée beaucoup plus indépendante que la majorité à la Chambre des députés, qui a déjà approuvé la réforme de la législation du travail.

Et à l'approche du Premier Mai, jour où AMLO espère célébrer le mariage entre sa stratégie d'harmonie de classe et son populisme, la grève en cours au SITUAM menace de perturber le mariage et la célébration. Il est crucial pour l'avenir des travailleurs au Mexique et en Amérique du Nord que l'engagement du Mexique en matière de réforme du travail dans le nouvel ALENA n'aboutisse pas à un compromis avec les pratiques antidémocratiques du Mexique mais comporte de véritables changements législatifs qui rendent aux travailleurs un réel pouvoir de négociation.

Richard Roman est le co-auteur de [Continental Crucible : grandes entreprises, travailleurs et syndicats dans la transformation de l'Amérique du Nord](#) . Il est professeur émérite de sociologie à l'Université de Toronto.

Edur Velasco Arregui est le coauteur de [Continental Crucible : Grandes entreprises, travailleurs et syndicats dans la transformation de l'Amérique du Nord](#) . Il est l'ancien secrétaire général du SITUAM (activiste syndical indépendant), militant syndical et professeur au département de droit de l'Universidad Autónoma Metropolitana de Mexico.

Richard Roman
Edur Velasco Arregui

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Plateforme Altermondialiste

<http://alter.quebec/mexique-le-retour-du-mouvement-syndical/>